

Le républicanisme anglais dans la seconde moitié du 17^e siècle : l'exemple d'Algernon Sidney

État des difficultés historiographiques et méthodologiques

Paula Chaussonot

2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1054004ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1054004ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département des littératures de langue française

ISSN

2104-3272 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Chaussonot, P. (2013). Le républicanisme anglais dans la seconde moitié du 17^e siècle : l'exemple d'Algernon Sidney : état des difficultés historiographiques et méthodologiques. *Sens public*. <https://doi.org/10.7202/1054004ar>

Résumé de l'article

Le repérage des idées républicaines chez les penseurs anglais de la deuxième moitié du 17^e siècle est particulièrement difficile en raison d'ambiguïtés linguistiques propres à la langue anglaise et de prudence pratiquée par les auteurs face à la situation politique, mais également à cause de concepts flous dans leurs contenus politiques ou même partagés par des avocats de doctrines monarchistes, voire absolutistes. Une herméneutique d'un supposé langage commun devient alors inutile. La pensée d'Algernon Sidney en est peut-être un cas exemplaire.

Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0 International (CC BY-NC-SA 4.0) Sens-Public, 2013



Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>



Revue électronique internationale
International Web Journal
www.sens-public.org

Le républicanisme anglais dans la seconde
moitié
du 17^e siècle : l'exemple d'Algernon Sidney
État des difficultés historiographiques et
méthodologiques

PAULA CHAUSSENOT

Résumé: Le repérage des idées républicaines chez les penseurs anglais de la deuxième moitié du 17^e siècle est particulièrement difficile en raison d'ambiguïtés linguistiques propres à la langue anglaise et de prudence pratiquée par les auteurs face à la situation politique, mais également à cause de concepts flous dans leurs contenus politiques ou même partagés par des avocats de doctrines monarchistes, voire absolutistes. Une herméneutique d'un supposé langage commun devient alors inutile. La pensée d'Algernon Sidney en est peut-être un cas exemplaire.

Abstract: Pinpointing republican ideas in the works of English politic theorists in the second half of the 17th century proves particularly difficult on account both of linguistic ambiguities inherent to the English language and of the prudence observed by the authors in view of the political situation, besides, the authors developed concepts which were either too vague in their political contents or sometimes shared by proponents of monarchist, if not absolutist doctrines, resulting in the uselessness of any hermeneutics based on a so-called commun language. Algernon Sydney's works are probably a case in point.

Le républicanisme anglais dans la seconde moitié du 17^e siècle : l'exemple d'Algernon Sidney

Paula Chaussonot

(Chronologie des principaux événements politiques au 17^e siècle en Angleterre - p. 11)

Le dix-septième siècle a constitué pour l'Angleterre un théâtre d'expérimentations politiques parmi lesquelles la période du Commonwealth, dix petites années interrompues par la dictature militaire et théocratique de Cromwell et se terminant dans la confusion puis la restauration de la monarchie en 1660, reste particulièrement marquante au regard du contexte européen, en raison de l'exécution du roi Charles 1^{er} et de l'abolition de la chambre haute¹ en 1649.

C'est au cours de cette première révolution qu'Algernon Sidney s'est illustré : fils de l'aristocratie, il s'engage pourtant aux côtés des forces parlementaires dans la guerre civile où il est assez gravement blessé à la bataille de Marston Moor². Le 'colonel Sidney' se fait ensuite élire aux Communes en 1645 où il est considéré comme assez républicain pour être nommé commissaire au procès de Charles 1^{er} en 1648, mais il esquive la responsabilité en se rendant dans sa famille et son opinion sur cette exécution restera complexe³. Il fait ensuite partie de diverses commissions parlementaires, particulièrement celles impliquant des rapports avec l'étranger et sa nomination en 1652 au Conseil d'État, l'organe exécutif du Commonwealth, consacre son engagement au sein de ce régime républicain. Le coup d'état qui institue le

¹ La Chambre des Lords, dont les membres, non élus, proviennent de la grande noblesse (les Pairs du royaume) ou du Haut Clergé, et siègent de droit à vie.

² Cette bataille marque le début des succès du Parlement en 1644.

³ Il en conteste l'aspect légal mais approuvera le régicide comme « l'action la plus juste et la plus brave qui fut faite en Angleterre ou ailleurs » (Scott I, p.92).

Le républicanisme anglais dans la seconde moitié du 17^e siècle : l'exemple d'Algernon Sidney

Protectorat en 1653 trouve Sidney siégeant à côté du Speaker⁴ et son expulsion manu militari ne sera à ses yeux qu'une preuve supplémentaire de la dictature tyrannique de Cromwell. Après une période d'éloignement volontaire de la vie politique, il reprend son siège de député et sa place au Conseil d'état à la fin du Protectorat ; il est alors chargé de conduire une mission de médiation entre les rois de Suède et du Danemark afin d'assurer la liberté de circulation de la Mer Baltique à la Mer du Nord. Ambassadeur du Commonwealth à l'étranger, il décide de rester sur le Continent à l'annonce de la Restauration de Charles II en 1660. Les dix-sept années d'exil qu'il passe dans divers pays européens⁵ lui fourniront l'occasion de pratiquer les différentes cours et lieux de pouvoirs de son époque.

C'est seulement en 1677, pour la mort de son père, qu'il revient en Angleterre et malgré l'assurance donnée au roi, il s'engage à nouveau dans l'action politique, avec l'aide de William Penn. Il n'arrive pas à retrouver de siège au Parlement mais, lors de la Crise de l'Exclusion⁶, il participe à diverses réunions qui avaient pour but probable d'organiser un soulèvement et pour but possible, mais non attesté, d'assassiner le roi et son frère⁷. Sa mise en accusation pour haute trahison à cette occasion nécessite l'utilisation, comme seconde preuve, de pages manuscrites tirées d'un ouvrage qui ne sera publié à titre posthume qu'en 1698, après l'annulation de sa privation de droits civiques : *Discourses Concerning Government*. Son procès et son exécution en 1683 feront de Sidney, pour la postérité, un martyr de la cause républicaine.

Il semblerait alors une tâche aisée de retracer dans l'œuvre de Sidney sa conception de la république. Il n'en est rien, pour diverses raisons, dont la plus immédiate a trait à l'acceptation même de 'république'. De quelle république s'agit-il ?

Laissons de côté, pour un temps, le sens antique de '*res publica*', et considérons l'acceptation la plus répandue de nos jours : 'forme de gouvernement non

⁴ Président de la Chambre

⁵ Principalement en France, mais aussi en Hollande et en Italie et dans une moindre mesure en Suède, Danemark, Allemagne et Suisse; en comptant les années de jeunesse passées à Paris avec son père, ambassadeur extraordinaire, dont une scolarité à l'Académie protestante de Saumur, Algernon Sidney aura résidé en France une bonne quinzaine d'années.

⁶ 1679-1681 : tentatives parlementaires infructueuses pour exclure le frère du roi, un catholique, de la Succession.

⁷ Le complot « Rye House Plot » échouera par le fait du hasard : un incendie fait rentrer le roi à Londres plus tôt que prévu.

monarchique⁸. Qu'en est-il alors des monarchies parlementaires, comme le Royaume-Uni justement ? Et si l'on ajoute la précision que la fonction du chef de l'état doit être élective, suivant en cela le Petit Robert, convient-il d'inclure dans les républiques les monarchies électives, comme il en existait d'ailleurs au 17^e siècle ? De plus, pour nous occidentaux, une république ne peut être que démocratique, or le suffrage universel est apparu récemment, au 19^e siècle ; il est même légitime d'affirmer, si tant est qu'il convient d'inclure les femmes dans la classe des citoyens, qu'il n'y a pas eu de suffrage universel avant le début du 20^e siècle (1919 en Grande-Bretagne et 1948 pour la France). Il faut donc se garder d'une vision anachronique et comprendre 'république' comme une forme de gouvernement où les citoyens possèdent la souveraineté et l'exercent, par le truchement, ou non, de représentants, quel que soit le pourcentage de la population constituant les citoyens. Il n'en reste pas moins que la teneur de ce pourcentage peut être une caractéristique intéressante d'une pensée républicaine. En outre, pour nous autres français, héritiers de la Révolution Française et de Rousseau, une république ne peut être qu'un état de droit⁹. De quelle république s'agit-il donc : un état non monarchique, un état dont le chef est élu, une démocratie ou simplement un état de droit ? Ce flottement actuel du concept de république se retrouve-t-il dans la pensée d'Algernon Sidney ?

D'autres difficultés surgissent, qui sont d'ordre à la fois linguistique et historique. En effet, la langue anglaise dispose de deux termes pour traduire le '*res publica*' latin : '*republic*' et '*commonwealth*'. Il n'est pas inutile de noter que les œuvres classiques de l'Antiquité circulent dès le Moyen Age en Angleterre en latin¹⁰; c'est donc le terme *res publica* qui est utilisé en premier pour répandre les idées de philosophie politique. Ce n'est qu'à partir du 16^e siècle que des traductions anglaises commencent lentement à apparaître¹¹. D'ailleurs, le terme '*republic*' n'a été emprunté au français qu'à partir du 17^e siècle, selon le '*Oxford Dictionary of English Etymology*', pour signifier 'un état dont le pouvoir suprême réside dans le peuple'. Ceci s'approche de la dénotation moderne de 'forme de gouvernement non-monarchique' sans en avoir la stricte précision quant au régime. Il convient ici d'établir un parallèle avec la langue française, qui utilise le terme 'république' plus tôt que la langue anglaise,

⁸ Grand Larousse de la Langue Française.

⁹ « J'appelle république tout état régi par des lois » ; *Du Contrat Social*, II, 6

¹⁰ Rarement en grec, plus tardivement en version française ou italienne.

¹¹ La *République* de Platon sera traduite en anglais en 1763 seulement.

Le républicanisme anglais dans la seconde moitié du 17^e siècle : l'exemple d'Algernon Sidney

c'est-à-dire dès le 14^e siècle d'après le Littré, mais toujours pour traduire le '*res publica*' latin, tandis que la dénotation moderne de république n'a cours qu'à partir du 17^e siècle, comme en Angleterre ; quant au concept de 'républicanisme', le terme, qui n'est plus ambigu, ne fait son apparition en France qu'au 18^e siècle¹² alors qu'il semblerait que l'anglais ait adopté '*republicanism*', et '*republican*', dès le 17^e siècle. Si le terme existe, le concept existe : il existait donc l'idée d'une république républicaine et des avocats pour la défendre, ou la critiquer, au 17^e siècle en Angleterre. Mais l'inverse de cet axiome n'est pas toujours vrai et l'on ne peut assurer par exemple qu'il n'existe pas de sentiment républicain en France avant l'entrée du terme dans la langue au milieu du 18^e siècle.

Le terme qui est utilisé en langue vernaculaire anglaise depuis la fin du Moyen-âge est '*common weal*', devenu '*commonwealth*', textuellement le bien commun, le bien-être ou les richesses communes ; il exprime donc étymologiquement l'idée de 'bien commun', 'chose publique', ou 'communauté', voire même 'État', plutôt qu'une forme spécifique de gouvernement. Il est clair que tout anglophone se servant du terme '*commonwealth*' pour évoquer une république républicaine ne peut éviter la connotation provenant de l'étymologie. 'République' en français et '*commonwealth*' en anglais ne recouvrent pas les mêmes champs sémantiques, ce qui expliquerait peut-être le souci, prépondérant chez les républicains anglais du 17^e siècle, du bien commun et des notions d'intérêt commun ou privé. Il n'est même pas impossible que le champ sémantique de '*commonwealth*' n'ait facilité une vision communautaire, c'est-à-dire nationale et historique, de la chose politique, entraînant une attention aux sources historiques, aux origines et évolutions de leur constitution, sans que l'on puisse qualifier cette préoccupation de passésisme.

Algernon Sidney suit l'usage vernaculaire et lorsqu'il cite l'ouvrage de Platon intitulé '*Politeia*', en latin '*De Republica*', il met bien en note '*De Republica*' mais en parle en utilisant le terme '*commonwealth*' : « *his books of laws and of a commonwealth* »¹³.

Ses contemporains se servent donc également de '*commonwealth*' pour dénoter tour à tour, le '*commonwealth*' du monde chrétien (communauté), le '*commonwealth*' du royaume anglais (la chose publique, l'entité politique commune, l'État), et la période proprement républicaine, après l'exécution du roi et l'abolition de la Chambre

¹² 'républicanisme' ne sera admis à l'Académie qu'en 1835 !

¹³ *Discourses Concerning Government* p.82

Le républicanisme anglais dans la seconde moitié du 17^e siècle : l'exemple d'Algernon Sidney

des Lords. Par exemple, le sous-titre du *Leviathan*, « *Leviathan ou la matière, forme et pouvoir d'une république ecclésiastique et civile* » montre que pour Hobbes 'commonwealth' équivaut à 'communauté' ou 'état', voire même 'gouvernement' si l'on en juge par la conclusion de l'ouvrage qui, dit-il, met un terme à son « Discours du Gouvernement civil et ecclésiastique ». Il est clair que Hobbes n'attribue pas ici la dénotation moderne de république à 'commonwealth' et fait référence à la période républicaine de l'interrègne dans *Leviathan*, II, 29 avec l'expression '*Popular Commonwealth*' ou '*Popular Government*'. Milton, pour sa part, qualifie l'Angleterre à régime républicain à l'époque du Commonwealth de '*free state*', c'est-à-dire 'état libre', plus rarement de '*free commonwealth*', expressions que Algernon Sidney n'emploie guère.

Comme Algernon Sidney n'utilise pas le terme '*republic*' mais seulement le polysémique '*commonwealth*', le repérage du concept de république dans son œuvre est malaisé. Pourtant, il fait abondamment référence à la république romaine d'avant l'avènement des Césars ainsi qu'aux différents pays contemporains à régime républicain, toujours avec le terme '*commonwealth*', sans le qualifieur de '*free*' ; il faut donc gloser chaque occurrence, pour savoir si elle signifie une république au sens moderne ou la chose publique, le bien commun, ou bien la communauté ou même l'État. On trouve aussi à l'occasion de ses descriptions des différents régimes l'expression '*popular government*' qui, opposé à '*mixed government*' et '*kingly government*', peut s'entendre comme désignant une république au sens moderne.

Cependant, le concept même de '*mixed government*' pose problème : un gouvernement mixte, suppose, selon la classification d'Aristote et de Platon, une partie du pouvoir exercée par le peuple, une partie aristocratique et un élément monarchique. Les 'républicains classiques' ont été identifiés par Zera Fink¹⁴ comme préconisant ce gouvernement mixte et Algernon Sidney est censé en faire partie, mais la proportion de ces trois éléments peut varier et Sidney souligne à plusieurs reprises que « la variété des formes entre la simple démocratie et la monarchie absolue est presque infinie »¹⁵. Il s'interroge également sur l'appellation de 'monarchie' attribuée à des pays où un seul gouverne mais « qui diffèrent tant par la nature et le degré des droits de celui qui est le chef qu'il est difficile d'en trouver deux dans le monde entier

¹⁴ Fink, Zera, *The Classical Republicans: An Essay in the Recovery of a Pattern of Thought in Seventeenth century England*, Evanston, Ill.: Northwestern U.P., 1962.

¹⁵ *Discourses concerning Government*, p.166, par exemple.

qui soient exactement les mêmes » si bien que « ceux qui parlent de la monarchie en général [...] semblent gaspiller leur temps »¹⁶. Ce *caveat* apparaît bien nécessaire lorsque l'on cherche à classer les auteurs républicains en se fondant sur leur 'langage'. Une approche méthodique plus utile serait plutôt de repérer d'abord qui, selon l'auteur, doit posséder le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, et s'ils sont partagés, comment est constitué ce partage, en un mot, qui détient la souveraineté, et qui l'exerce.

Il n'en reste pas moins que les républicains anglais, hormis ceux qui ont publié pendant la période du Commonwealth, ont été amenés à modérer par prudence leur propos vis-à-vis de la monarchie : malgré les déclarations lénifiantes de Charles II, la plupart des régicides furent exécutés, avec d'autres figures du Commonwealth non régicides comme Vane, le mentor de Sidney au Parlement. Une censure rigide fut rétablie après la Restauration (avec une brève interruption en 1679 lors de la crise de l'Exclusion) et plusieurs éditeurs furent exécutés pour publication non autorisée. Non seulement on ne pouvait publier des idées proprement républicaines mais il était fréquent de craindre pour sa vie lorsqu'on en exprimait. Lors de son exil européen, Algernon Sidney fut victime d'une tentative d'assassinat et les lettres adressées à son père portent la marque de précautions oratoires voilant ses convictions républicaines. De plus, le seul champ d'action possible après la défaite, à vrai dire la déroute de l'expérience républicaine de l'Interrègne, était de combattre la nature et le degré des prérogatives royales. Le républicanisme anglais ne pouvait alors s'exprimer qu'en terme de parlementarisme, contractualisme, absolutisme, arbitraire, tyrannie, constitution gothique, joug normand ou libertés féodales, tolérance, papisme, succession, exclusion, corruption, commerce, vertu et armée de citoyens contre armée de métier, terrain sur lequel le rejoignaient assez souvent les penseurs royalistes, avec des positions parfois semblables¹⁷. Il n'était plus question, ou presque, d'abolir la monarchie.

Une difficulté supplémentaire dans la recherche du concept de république dans la pensée d'Algernon Sidney est apportée par la nature de ses deux ouvrages

¹⁶ *Court Maxims*, p.198

¹⁷ Hobbes, absolutiste, était contractualiste comme la plupart des républicains. Un autre 'langage' partagé par des penseurs de tout bord est celui du joug normand : voir *Le joug normand, l'interprétation de la conquête normande dans la pensée politique anglaise des XVII^e et XVIII^e siècles*, dir. Pierre Lurbe, Caen, PUC, 2004, et en particulier les pages 37-54 'Joug normand : le mythe d'un mythe' par Frank Lessay.

principaux, *Les maximes de la Cour, discutées et réfutées* et *Discours concernant le gouvernement* : ce sont deux œuvres polémiques, conçues pour justifier la rébellion dans des contextes historiques et politiques précis, et différents, donc sans la prétention d'élaborer une théorie philosophico-politique, au contraire de Locke par exemple. De plus, il n'est pas sûr qu'elles furent écrites en vue d'être publiées, et il est évident qu'elles ne bénéficièrent pas de révision ni même de relecture par l'auteur avant d'être effectivement publiées, quinze ans après la mort de celui-ci pour *Discourses concerning Government* et plus de 300 ans pour *Court Maxims*.

Blair Worden, l'historien anglais qui a découvert *Court Maxims*, a montré¹⁸ que l'édition de *Discourses concerning Government* par Toland n'avait donné lieu qu'à très peu de modifications, contrairement à d'autres œuvres républicaines comme les mémoires de Edmund Ludlow, un régicide exilé en Suisse¹⁹. Son opinion sur *Discourses concerning Government* souligne la difficulté de lecture des écrits d'Algernon Sidney : « Bien que, ou parce que, les *Discourses* ne possèdent pas la rigueur analytique de la pensée de Harrington, ils devaient exercer une influence plus grande que la sienne, et probablement plus grande que celle d'aucun autre ouvrage républicain du 17^e siècle. C'est un livre d'une grande clarté, élégance et érudition. Il est aussi répétitif, et si long que le lecteur est facilement bercé jusqu'à l'inattention et qu'ainsi il passe à côté de l'énergie vitale de cette œuvre »²⁰.

Quant à *Court Maxims*, vraisemblablement écrit en Hollande pendant la guerre anglo-hollandaise de 1665-1667 pour inciter les protestants des Pays-Bas, républicains, et leurs homologues britanniques réfugiés sur le continent à combattre la Restauration de la monarchie Stuart, on y trouve un républicanisme nécessairement plus affirmé et plus empreint de sens religieux que *Discourses concerning Government*, qui fut rédigé en Angleterre, après 20 ans de régime monarchique, pour réfuter au fur à mesure de la lecture, page par page, le traité de monarchie héréditaire et patriarcale qu'était *Patriarcha, a Defense of the Natural Power of Kings against the Unnatural Liberty of the People* de Robert Filmer. Il est donc clair que tout commentaire qui ne s'appuierait que sur *Discourses concerning*

¹⁸ Worden, Blair, *Roundhead Reputations- the English Civil Wars and the Passions of Posterity*, London : Penguin, 2001.

¹⁹ Ludlow, Edmund, *A Voyce from the Watchtower*, Ed. Blair Worden, London : Royal Historical Society, 1979.

²⁰ Worden, Blair, *The Cambridge History of Political Thought 1450-1700*, ed. J.H.Burns, Cambridge: Cambridge University Press, 1991. Ch.15 "English Republicanism" p.460.

Le républicanisme anglais dans la seconde moitié du 17^e siècle : l'exemple d'Algernon Sidney

Government, soit la quasi-totalité de ce qui a été publié avant 1996, ne peut que minorer le sentiment républicain d'Algernon Sidney. La découverte d'un ouvrage d'une telle importance dans une œuvre qui n'en comportait qu'un seul pose automatiquement la question plus générale de la cohérence de toute interprétation qui ne reposerait que sur un texte canonique.

A cet égard, J.G.A. Pocock, dans son monumental *Moment machiavélien* publié en 1975, ne consacre que trois courts passages à Algernon Sidney²¹, auquel il préfère Harrington et Neville pour leur 'néo-machiavélisme' ; pourtant, l'influence de Machiavel sur la pensée d'Algernon Sidney a été souvent remarquée²². Celui-ci s'en défend, mais c'est peut-être là où l'exégèse par l'étude du 'discours' chère à l'Ecole de Cambridge devient le plus 'parlant', pour ainsi-dire : le non-langage, c'est-à-dire l'absence de langage, et même les dénégations explicites dans le cas de Sidney, fait partie intégrante de la pensée de l'auteur.

De ce côté-ci de l'Atlantique, le spécialiste du 17^e siècle anglais qu'est Christopher Hill mentionne également à peine Algernon Sidney, car sa classification des opposants à la monarchie Stuart pourrait se résumer à deux catégories, les vrais républicains, quasiment démocrates, que seraient les *Levellers* (les Niveleurs) ou autres groupes issus du 'vrai' peuple, et les '*Whig grandees*', les grands nobles du parti Whig qui auraient effectué une révolution bourgeoise et capitaliste en instaurant une monarchie constitutionnelle avec Guillaume d'Orange en 1688. Cependant, dans son « *Who's Who in Stuart Britain* », dont la seconde édition révisée est son dernier ouvrage, Christopher Hill qualifie Algernon Sidney de '*sincere Republican*'. Il s'approche en cela de la formule employée par Charles II lui-même dans une lettre adressée à Louis XIV qui présente Algernon Sidney comme: « le républicain le plus opiniâtre de tout mon royaume ». A l'époque, aucun de ses écrits n'ayant été publié de son vivant, cette opinion a du être fondée sur ses actes, sur ses déclarations et peut-être sur sa correspondance, que des espions à la solde du roi devaient rapporter²³. Il est clair que ses ouvrages expriment une haine féroce pour la

²¹ Pocock, J.G.A., *The Machiavellian Moment, Florentine Republican Thought and the Atlantic Republican Tradition*, Princeton, N.J.: Princeton U.P., 1975, pp. 418, 421-22, 507

²² Voir par exemple le chapitre 6 intitulé "Algernon Sidney as anticipator of Locke and Secret Admirer of Machiavelli" de Sullivan, Vickie, *Machiavelli, Hobbes, & the Formation of a Liberal Republicanism in England*, Cambridge : CUP, 2004.

²³ L'espionne Aphra Behn rapporta ainsi que Sidney séjournant en Hollande chez son ami le quaker Furlly était « occupé à écrire un traité défendant une république et s'attaquant à la

monarchie Stuart ainsi que pour l'épiscopat anglican : nombreuses sont les références à leurs dévoiements et exactions. Comme l'a expliqué le juge Jeffreys à propos des extraits de *Discourses Concerning Government* qui ont servi à condamner Algernon Sidney, « ce livre contient toute la malice et l'esprit de revanche et la trahison dont peuvent être coupables les hommes ; il fonde le seul pouvoir dans le Parlement et le Peuple... Il dit que le roi est responsable envers eux, que le Roi n'est que leur homme de confiance ; qu'il avait trahi leur confiance, qu'il avait mal gouverné, et que maintenant il devait y mettre un terme, pour que eux-mêmes soient tous des rois ». En effet, une bonne moitié de *Discourses Concerning Government* est consacrée à justifier et invoquer la rébellion du peuple contre le tyran ou contre le monarque qui ne se soumet pas au règne de la loi car « les épées furent données aux hommes pour qu'aucun ne soit esclave, sauf ceux qui ne savent pas s'en servir ²⁴ ». Ce droit, voire devoir, de résistance, provient d'une série de principes fondamentaux qui s'enchaînent d'une manière logique pour Sidney et qui fondent sa vision de l'homme : Dieu a créé les hommes égaux²⁵. « Dieu n'ayant donné le gouvernement du monde à aucun homme en particulier, ni déclaré de quelle façon il fallait le diviser » les a laissé libres d'instaurer le gouvernement de leur choix, « et ceux qui constituent une forme de gouvernement peuvent l'abolir ²⁶ ». Seul le peuple, par l'intermédiaire de ses délégués, possède le pouvoir législatif et « il n'y a pas de Magistrat qui ne détienne son pouvoir de la Loi »²⁷. Naturaliste, contractualiste, légaliste, Sidney ne préconise aucun régime mais déclare dans *Court Maxims* que « la monarchie est en elle-même une forme de gouvernement mauvaise et irrationnelle » car « la place d'un roi est au dessus de tous les autres, donc personne ne peut être roi selon les règles de la nature, de la raison et de la justice ²⁸ ».

monarchie »

²⁴ *Discourses Concerning Government*, III,5

²⁵ Il reprend à son compte le célèbre aphorisme de Richard Rumboldt, ancien Niveleur devenu membre de la conspiration du Rye House Plot : Dieu n'a pas « fait que certains naissent avec des couronnes sur la tête et que tous les autres naissent avec des selles sur le dos » (DCG,III,33)

²⁶ *Discourses Concerning Government*, I, titres des sections 6 et 17

²⁷ *Discourses Concerning Government*, III, titre de la section 21. Le « Magistrat » représente l'exécutif.

²⁸ *Court Maxims*, pp. 65 et 203

Le républicanisme anglais dans la seconde moitié du 17^e siècle : l'exemple d'Algernon Sidney

Si le républicanisme d'Algernon Sidney ne semble plus à prouver que pour J.G.A. Pocock²⁹, les recherches les plus récentes verraient plutôt dans sa pensée une sorte de synthèse du 'républicanisme classique' et d'un libéralisme lockien³⁰ ; l'influence de Spinoza y a aussi été repérée³¹.

Le meilleur biographe de Sidney, Jonathan Scott³², voit en lui un homme solitaire mais héritier d'une forte tradition familiale, un érudit doublé d'un homme d'action, un « homme en colère » belliqueux mais chrétien convaincu, un réaliste sceptique qui fait pourtant preuve d'idéalisme et, à l'occasion, d'un certain relativisme, un 'esprit' à la française bénéficiant d'une expérience européenne et animé d'un vrai patriotisme...

Cette complexité de l'homme et de sa pensée, ainsi que de son langage et de ses œuvres, interdit toute présentation monolithique, toute entrée dans son œuvre par le biais d'un repérage de termes canoniques (établis par qui ? sur quels critères ?) aux dépens de la cohérence interne de l'œuvre entière. Il est évident que le contexte est indispensable pour éclairer la pensée d'un auteur, mais les textes ne vivent-ils pas en eux-mêmes, par eux-mêmes ? Dans le cas de Sidney, comme l'a soutenu le juge à son procès, « *scribere est agere* » (« *écrire, c'est agir* ») : s'il peut apparaître plus formidable que d'autres penseurs du républicanisme de la même période, c'est aussi parce que lui a payé ses écrits de sa vie.

²⁹ Dans 'England's Cato : The Virtues and Fortunes of Algernon Sidney' (*The Historical Journal*, 37, 4, 1994, pp. 915-935) qui est une recension de six ouvrages sur Sidney parus de 1988 à 1993, Pocock s'interroge une vingtaine de fois en vingt pages sur le 'républicanisme' (entre guillemets) de Sidney pour conclure assez curieusement que, « monarchomaque d'abord, républicain ensuite », il aurait été un Jacobite (c'est-à-dire un partisan des héritiers de Jacques II) s'il avait été en vie après la Révolution de 1688...

³⁰ Voir note 22 ci-dessus.

³¹ Ward, Lee, *The Politics of Liberty in England and Revolutionary America*, Cambridge: CUP, 2005. Chapitre 6 : "Algernon Sidney and the Old Republicanisms"

³² Scott, Jonathan, *Algernon Sidney and the English Republic, 1623-1677*, Cambridge : CUP, 1988 et

Algernon Sidney and the Restoration Crisis, 1677-1683, Cambridge: CUP, 1991.

Chronologie des principaux événements politiques au 17^e siècle en Angleterre, et biographie d'Algernon Sidney (1623-1683)

I-Règne de Jacques II (Jacques VI d'Écosse, fils de Marie Stuart), 1603-1625

Parlement convoqué 4 fois pour une durée totale de 36 mois en 21 ans de règne
1605 : Complot des Poudres (des Catholiques menés par Guy Fawkes essaient de faire sauter le parlement le jour où le roi y fait son discours)
1607 : 1^{ère} colonie anglaise en Amérique (Virginie)
1618-1648 : Guerre de Trente Ans (le traité de Westphalie instaure le système moderne d'états souverains)
1620 : 1^{ère} colonie de réfugiés puritains anglais en Amérique (Massachusetts)
1623 : *naissance de Sidney, deuxième fils du duc de Leicester*

II-Règne de Charles I, fils de Jacques I, 1625-1649

Pas de Parlement de 1629 à 1640 - Long Parlement de 1640 à 1653
1628 : Pétition des Droits acceptée par le Roi (impôts soumis au vote du Parlement - Edward Coke, juriste de la Common Law, principal initiateur)
1635 : refus de John Hampden de payer le nouvel impôt 'Ship money'
1636-1641 : *Sidney est à Paris avec son père nommé ambassadeur extraordinaire (études probables au collège protestant de Saumur)*
1641 : abolition des Cours de Justice royales (Haute Commission et Chambre étoilée), Triennial Act (au moins une session parlementaire tous les trois ans), abolition de l'impôt Ship Money
1642 : début de la guerre civile
1644 : *Sidney grièvement blessé à la bataille de Marston Moor dans les rangs républicains*
1645 : armée parlementaire 'Nouveau modèle' organisée par Cromwell et Fairfax, interdiction du Livre de Prières anglican
1646 : *Sidney élu député au Parlement*
1647 : manifeste des Niveleurs (nombreux dans la 'nouvelle armée')
1648 : victoire définitive des forces parlementaires à Preston ; 'purge de Pride' (presbytériens exclus du Parlement qui devient le Parlement Croupion)

III-Inter-règne , 1649-1660

a) Le Commonwealth

1649 : exécution du roi, abolition de la monarchie et de la Chambre des Lords, gouvernement unicaméral avec organe exécutif, le Conseil d'État, élu
1651 : Acte de Navigation, qui donne le monopole des importations et exportations aux seuls navires anglais et déclenche la première guerre anglo-hollandaise l'année suivante
1652 : *Sidney rapporteur de plusieurs commissions au Parlement et élu au Conseil d'État*

Le républicanisme anglais dans la seconde moitié du 17^e siècle : l'exemple d'Algernon Sidney

b) Le Protectorat

1653 : Cromwell dissout le Parlement croupion et devient Lord Protecteur du Commonwealth

Sidney se retire dans sa famille et ne réapparaît au Parlement qu'après la mort de Cromwell

1654 : Parlement Barebones unicaméral, composé de délégués nommés, dissous par Cromwell en 1655

1656 : Nouveau Parlement, bi-caméral, offre le titre de roi à Cromwell qui refuse mais accepte des pleins pouvoirs dictatoriaux

1658 : mort de Cromwell qui a désigné son fils comme successeur

c) Le Commonwealth

1659 : démission de Richard Cromwell et convocation du Parlement Croupion

Sidney reprend son siège au parlement, est à nouveau élu au Conseil d'État, et conduit une ambassade de médiation entre le roi de Suède et le roi du Danemark

IV-Règne de Charles II, fils de Charles I, 1660-1685

1660 : Restauration de la monarchie et Parlement cavalier (royaliste) de 1661 à 1679

Sidney refuse de demander pardon et reste en exil sur le continent ; il vit deux ans en Italie puis voyage à travers la Suisse, l'Allemagne, les Flandres et la Hollande

1664-1665 : *Sidney s'installe en Hollande, écrit 'Court Maxims' et propose de fomenter une insurrection républicaine en Angleterre à Jean de Witt, grand pensionnaire de Hollande*

1665-1666 : Peste puis incendie de Londres- deuxième guerre anglo-hollandaise

1666-1677 : *Sidney vit à Montpellier et Nérac mais a des contacts nombreux à Paris et Versailles (il est reçu par Louis XIV qui offre une petite somme pour le même projet d'insurrection républicaine)*

1677-1678 : *Sidney retourne en Angleterre ; mort de son père ; difficultés financières, procès contre son frère aîné*

1678 : début de la révélation d'un faux complot papiste (The Popish Plot)

1679 : Acte d'Habeas Corpus

1679 : *Sidney coopère avec William Penn pour se faire élire au Parlement, sans succès*

1679-1681 : crise politique, the Popish Plot et Crise de l'Exclusion (tentative par le parlement d'exclure le duc d'York, catholique, de la succession) ; publication de *Patriarcha* de Robert Filmer ; Charles II dissout le parlement en 1681 et ne le convoque plus jusqu'à sa mort

Sidney contribue à la rédaction d'un tract 'A Just and Modest Vindication of the Proceedings of the Two Last Parliaments' et multiple ses contacts avec l'ambassadeur français

1681-1683 : *Sidney rédige 'Discourses Concerning Government' en réponse à Filmer*

1683 : le Complot de la Rye House (tentative d'assassinat du roi et du duc d'York) est découvert

Sidney ayant participé à des réunions préparatoires à une insurrection et peut-être au Rye House Plot ; il est dénoncé, emprisonné, et traduit en justice. Sidney écrit sa propre 'Apologie' pour dénoncer les 'malversations' de son procès, est condamné à mort pour haute trahison et exécuté le 7 décembre ; 'Paper delivered to the Sheriffs', proclamation écrite donnée au bourreau aussitôt publiée

V -Règne de Jacques II, frère de Charles II,1685-1688

Parlement de 1685 à 1687

1685 : mort de Charles II, accession de son frère catholique, rébellion de Monmouth (fils illégitime de Charles II) brutalement réprimée

1687-1688 : Deux Déclarations d'Indulgence, accordant une tolérance religieuse pour faire accepter le catholicisme, naissance du fils catholique de James II, débarquement de Guillaume d'Orange (gendre de Jacques II), fuite de Jacques II en France = la 'Glorieuse Révolution'

VI-Règne de Guillaume III et Mary II, 1689-1702

1689 : Déclaration des Droits (Bill of Rights) et Acte de Tolérance (sauf catholiques)

1694 : Acte Triennal (convocation du Parlement au moins une fois tous les trois ans, pour une durée inférieure à trois ans), fondation de la Banque d'Angleterre

1698 : publication de Discourses concerning Government par John Toland

Éléments bibliographiques

Les deux ouvrages majeurs de Sidney ont des éditions récentes :

- *Discourses Concerning Government*. Ed. Thomas G. West. Indianapolis : Liberty Classics, 1990 (1698)

Le texte est également consultable en ligne sur [le site de la Liberty Library of Constitutional Classics](#)

- *Court Maxims, Discussed and Refelled*. Ed. Hans W. Blom, Eco Haitzma Mulier, Ronald Janse. Cambridge : Cambridge University Press, 1996

Il n'existe pas de traduction récente de *Discourses concerning Government* mais *Court Maxims* a bénéficié d'une bonne traduction avec un appareil critique très utile :

Les Maximes de la cour discutées et réfutées, par Algernon Sidney. Introd. par Paulette Carrive ; trad. et notes par Lucien Carrive. Paris : Kimé, 1998

On trouve *Discourses* en français dans des éditions de 1702 ou 1755, parfois 1794, dans les bibliothèques universitaires.

Sur la pensée d'Algernon Sidney :

La biographie en deux volumes par Jonathan Scott est incontournable :

SCOTT, Jonathan. *Algernon Sidney and the English Republic, 1623-1677*. Cambridge: CUP, 1988

Id. *Algernon Sidney and the Restoration Crisis, 1677-1683*. Cambridge: CUP, 1991

De très nombreux articles en anglais ont été publiés.

PAULA CHAUSSENOT
Le républicanisme anglais dans la seconde moitié du 17^e siècle : l'exemple
d'Algernon Sidney

Le seul ouvrage en français qui est totalement consacré à Sidney ne prend malheureusement pas en compte *Court Maxims* :

CARRIVE, Paulette. *La pensée politique d'Algernon Sidney : la querelle de l'absolutisme*. Paris: Méridiens-Klincksieck, 1989.

Si l'on recherche une lecture de quelques pages en français, on trouvera une bonne présentation générale, très bien documentée, très utile malgré une trop grande importance accordée à la constitution mixte, dans le chapitre intitulé "La vie et la pensée politique d'Algernon Sidney" (pp. 248-268) de :

CARRIVE, Paulette. *La pensée politique anglaise : passions, pouvoirs et libertés de Hooker à Hume*. Paris : PUF, 1994.